



**PRÉFET
DE SAINT-PIERRE
ET MIQUELON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
N° 24 Édition spéciale

PUBLIÉ LE 10 NOVEMBRE 2020

Sommaire

Préfecture de Saint Pierre et Miquelon

- Arrêté 0725 portant application de mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 à Saint-Pierre-et-Miquelon (2 pages) Page 3
- Arrêté 0750 portant mise en quarantaine des personnes entrant à Saint-Pierre-et -Miquelon (4 pages) Page 6

Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

0725A20201102

Arrêté portant application de mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 à Saint-Pierre-et-Miquelon



**PRÉFET
DE SAINT-PIERRE
ET MIQUELON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet

ARRÊTÉ N°7 2 5 du 0 2 NOV. 2020

**portant application de mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19
à Saint-Pierre et Miquelon**

***Le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon
Chevalier de la Légion d'Honneur***

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 10-III ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 20 décembre 2017 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX, en qualité de préfet de la Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de covid-19 ;
- VU** l'urgence ;

CONSIDÉRANT que l'organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence du nouveau coronavirus covid-19 constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT l'état de menace sanitaire liée au risque épidémique en cours ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie que l'autorité de police administrative prenne des mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriés aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, afin de prévenir la propagation du virus covid-19 compte tenu de la situation sanitaire propre au caractère insulaire de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon, et plus spécifiquement de la difficulté majeure à laquelle son système sanitaire serait confronté en cas de propagation brutale du virus, de réglementer les déplacements de personnes par transport public aérien ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

A compter du 2 novembre et jusqu'au 30 novembre 2020, les déplacements de personnes par transport public aérien, en provenance et à destination de Saint-Pierre et Miquelon, sont interdits sauf s'ils sont fondés sur un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, un motif de santé ou un motif professionnel ne pouvant être différé.

Article 2 :

La mesure prescrite à l'article 1er pourra être renouvelée le cas échéant en fonction de l'évolution de l'état de la situation sanitaire internationale et de celle prévalant dans l'archipel.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Saint-Pierre et Miquelon dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur des services du cabinet, le commandant de gendarmerie, le chef du service de la police aux frontières et le directeur de l'administration territoriale de santé sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Le préfet,

Thierry DEVIMEUX



Destinataires :

Commandant de la Gendarmerie nationale
PAF
ATS
RAA
Préfecture – cabinet
Air Saint-Pierre
Agence Atlas voyage
Agence SPM Horizons

Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

0750A20201107

Arrêté portant mise en quarantaine des personnes entrant à
Saint-Pierre-et-Miquelon



**PRÉFET
DE SAINT-PIERRE
ET MIQUELON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

ARRÊTÉ N ° 750 DU 7 NOVEMBRE 2020

portant mise en quarantaine des personnes entrant à Saint-Pierre et Miquelon

*Le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU** le règlement sanitaire international ;
- VU** le code pénal, notamment ses articles 131-2 et suivants, 131-12 et suivants ;
- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-17 et L. 3136-1 ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment ses articles 24 et 25 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 20 décembre 2017 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX, en qualité de préfet de la Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU** l'arrêté du ministre des solidarités et de la santé du 10 juillet 2020 modifié, identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2 ;
- VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de covid-19 ;
- VU** l'urgence ;

CONSIDÉRANT que l'organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence du nouveau coronavirus constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT l'état de menace sanitaire liée au risque épidémique en cours ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie que l'autorité de police administrative prenne des mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriés aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, compte tenu de la situation sanitaire propre au caractère insulaire de l'archipel de Saint-Pierre-et- Miquelon, et plus spécifiquement de la difficulté majeure à laquelle son système sanitaire serait confronté en cas de propagation brutale du virus, de placer en quarantaine pour une durée de sept jours, toute personne arrivant sur le territoire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 :

Toute personne arrivant sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon par voie aérienne ou maritime à compter du 7 novembre 2020 sera placée en quarantaine pour une durée de sept jours.

Article 2 :

Durant cette période de quarantaine, tout déplacement en dehors du lieu de résidence déclaré dans le formulaire joint en annexe du présent arrêté est interdit, sauf pour motif de santé prononcé sous avis médical ou tout autre déplacement qui pourrait être prescrit par l'autorité administrative.

Article 3 :

La mesure prescrite à l'article 1 peut être renouvelée dans la limite d'une durée maximale d'un mois, sur avis de l'Administration territoriale de santé.

Article 4 :

A titre exceptionnel, un aménagement de la mesure de quarantaine mentionnée à l'article 1^{er} pourra être appliqué à certaines personnes exerçant une activité indispensable à la continuité des services essentiels du territoire.

Article 5 :

Les mesures de placement en quarantaine feront l'objet d'une information sans délai du procureur de la République et du juge des libertés et de la détention.

Article 6 :

Toute infraction au présent arrêté est passible de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Si cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

Si ces violations sont constatées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général, selon les modalités prévues à l'article 138-1 du code pénal et selon les conditions prévues aux articles 131-22 à 131-24 du même code, et de la peine complémentaire de suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire concernant le véhicule utilisé pour commettre l'infraction.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le juge des libertés et de la détention près le tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre et Miquelon.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur des services du cabinet, le commandant de gendarmerie, le chef du service de la police aux frontières et le directeur de l'administration territoriale de santé sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État, et dont copie sera adressée au procureur de la République et au juge des libertés et de la détention près le Tribunal Supérieur d'Appel de Saint-Pierre et Miquelon.

Le préfet,

Thierry DEVIMEUX



Destinataires :

Procureur de la République
Juge des libertés et de la détention
Commandant de la Gendarmerie nationale
SPAF
ATS
RAA

ANNEXE A L'ARRÊTÉ N° 750 DU 7 NOVEMBRE 2020
FORMULAIRE DE DÉCLARATION DU LIEU DE QUARANTAINE

Je soussigné(e) :

NOM.....

Prénom.....

Déclare avoir pris connaissance et reçu copie de l'arrêté n° 750 du 7 novembre 2020 portant mise en quarantaine des personnes arrivant à Saint-Pierre-et-Miquelon

Et déclare effectuer ma quarantaine à l'adresse suivante :

.....
.....

Fait à Saint-Pierre,

Le

Signature

Cette mesure de placement en quarantaine peut faire l'objet d'un recours devant le juge des libertés et de la détention près le tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre et Miquelon.